

Thomas GUÉNOLÉ
Le Souverainisme

(Que sais-je?/Humensis, 2022, 128 p., 9 €)



Politologue, l'auteur a été conseiller politique, notamment de Jean-Luc Mélenchon, d'Arnaud Montebourg et de Jean-Louis Borloo et a déjà abordé sous une approche critique la thématique de la mondialisation. Il s'attaque dans ce court mais dense ouvrage à une question largement débattue dans le monde politique, celle du souverainisme. Question, on le sait controversée puisque certains la trouvent dépassée par les formes prises par l'essor des interdépendances de toutes natures et le développement de la mondialisation, alors qu'au contraire d'autres considèrent que ce contexte nécessite plus que jamais d'y faire référence. Mais le projet de

l'auteur n'est pas de nous engager dans un débat en faveur ou contre le souverainisme mais de nous faire connaître la profondeur historique de ce concept, ses multiples acceptions et quelques unes de ses expériences.

C'est dire l'utilité de cet essai qui permettra de s'y retrouver dans des clivages qui à plusieurs reprises ont traversé la société française à l'occasion de deux referendums, celui en 1992 sur le traité de Maastricht et en 2005 sur le traité constitutionnel européen. Chaque fois le débat fut intense et vif et révéla une fracture politique dont peu de partis furent épargnés. On sait combien les mécanismes de la construction européenne ou les formes empruntées par le processus de la mondialisation nous renvoient à un inévitable débat sur le souverainisme.

Après avoir rappelé les concepts fondateurs qui forment la base du souverainisme – l'État, la souveraineté, la nation – l'auteur esquisse une théorie générale du souverainisme en proposant une typologie des différentes formes qui le constituent. Il distingue trois types de souverainisme selon la conception de la nation qui les sous-tend : le souverainisme ethnoculturel, le souverainisme civique, le souverainisme marxiste-révolutionnaire. Et il rajoute le souverainisme économique. Il présente chacune de ces formes en les illustrant par des exemples historiques.

À ses yeux, le souverainisme civique voit la nation comme une communauté politique contractuelle entre citoyens qui reconnaissent son existence, consentent à y appartenir et veulent collectivement qu'elle continue d'exister. Conception inspirée par l'abbé Sieyès, Ernest Renan et qui s'incarne à travers les expériences des États-Unis dès leur constitution ou du Royaume de France. Elle sera également largement revendiquée en Inde par Gandhi ou en Afrique comme conception susceptible de bâtir des nations multiethniques par crainte d'un partage ethnique du pouvoir ou des ressources.

Le souverainisme ethnoculturel, théorisé par des auteurs comme Gottfried Herder ou Johann Gottlieb Fichte, s'appuie sur l'idée d'une nation formée d'une communauté humaine qui préexiste à l'État, forgée par sa langue, ses traditions, ses arts et sa culture. L'empire d'Autriche-Hongrie fut démantelé sous la poussée des souverainismes ethnoculturels centrifuges.

Le cas du souverainisme marxiste-révolutionnaire est illustré par l'auteur par l'exemple vietnamien de Hô Chi Minh. Dans cette approche la souveraineté nationale n'est pas un but en soi, mais un moyen pour faire progresser la lutte révolutionnaire. En réalité l'exemple choisi reflète ce qui fut commun aux luttes de libération nationale dans divers continents. En Amérique latine cela se réduit à la formule: comment marier Marx et Bolivar?

Le souverainisme économique est revendiqué comme condition de la souveraineté politique malmenée

par le processus de mondialisation dont il cherche à se protéger. Il puise ses racines chez des auteurs comme Friedrich List ou Colbert prônant des mesures protectionnistes (tarifs douaniers, quotas d'importations, subventions et commandes publiques préférentielles, normes imposées aux produits importés...). Au ^{xxi}^e siècle il caractérise une opposition aux contraintes imposées par la mondialisation ou toute forme d'organisation économique supranationale (OMC, FMI...) et a inspiré les mobilisations « altermondialistes » ou les réflexions sur la démondialisation. Il se revendique également d'un souverainisme monétaire au nom de la souveraineté du pays sur sa propre vie économique. Aux yeux de l'auteur, le souverainisme économique est cumulable avec chacun des trois autres souverainismes. Il a pour but de se prémunir des effets néfastes de la mondialisation.

Cette partie théorique fait place à une histoire du souverainisme français de la Révolution française à nos jours en passant de la Résistance à l'Occupation, aux réticences aux diverses formes la construction européenne qui réunit contre elle les différentes écoles souverainistes. L'auteur ne croit pas à la constitution d'un grand parti souverainiste coalisant toutes ses sensibilités mais reste persuadé que sur une question binaire de type référendaire une majorité pourrait se dégager autour d'un thème à forte connotation souverainiste.

Le souverainisme économique aurait mérité de mieux préciser ce qu'il convenait de protéger, notamment

NOTES DE LECTURE

face à la mondialisation. Dommage que la distinction entre souveraineté nationale et souveraineté populaire n'ait pas été tentée. La nationale est revendiquée par les acteurs d'un tissu économique qui se sentent menacés par une concurrence internationale, notamment des multinationales alors que la populaire voit dans la mondialisation une invocation permanente à remettre en cause des acquis sociaux au nom d'une contrainte externe qui

a été délibérément choisie par les élites libérales et qu'elles veulent supprimer au nom de la compétitivité et de l'attractivité. Quand ces deux souverainetés se superposent, elles font place au patriotisme.

L'ouvrage se lit de façon passionnante malgré sa densité et apporte des éclairages pertinents sur une question d'une brûlante actualité dont les racines anciennes sont bien dégagées.

MICHEL ROGALSKI